



10. Les leçons d'un immense gâchis (septembre 2015)

Un scénario électoral rêvé pour le CNDD-FDD s'il avait été un parti démocratique avec un sortant auréolé dopant la campagne d'un entrant, mais la voie du réalisme cynique a prévalu.

Au regard du rapport de force désastreux dans lequel se trouvait le Burundi en interne comme en externe, il n'y avait pas d'issue nationale acceptable sans approche régionale. Le Burundi, dit-on, ne pouvait être dans la position de l'agneau sacrificiel de la Bible dans une région en guerre virtuelle et dans un pays au rapport de force politique incertain entre les forces politico-militaires susceptibles de susciter et de porter un courant politique majoritaire : l'armée, elle-même divisée, la police ambivalente, le parti et ses jeunesses *Imbonerakure*.

Avec cinq présidents candidats au renouvellement entre juin 2015 et août 2017, la dimension régionale du scrutin burundais était déterminante. Cinq régimes bâtis sur les ruines de guerres civiles en Angola, au Burundi, au Congo, en Ouganda et au Rwanda. Ces régimes étaient datés, certains gagnés par l'usure mais leurs chefs d'État se cotoyaient depuis longtemps et bien des incertitudes pesaient sur l'avenir du pays-clé de la région, la RDC, dont les autorités nationales étaient soumises aux ambitions et prédatons de ses voisins.

Il était difficile dans ce contexte d'introduire dans le cercle un impétrant inexpérimenté. En effet, parmi ces *ex-new leaders* révolutionnaires ou progressistes, l'Angolais (José Eduardo Dos Santos), le Congolais (Denis Sassou N'Guesso) et l'Ougandais (Yoweri Museveni) avaient plus de 70 ans, régné trente ans ou plus et étaient candidats à de nouveaux mandats. Quant aux présidents rwandais (Paul Kagamé) et burundais (Pierre Nkurunziza), après avoir exercé respectivement le pouvoir pendant 21 et 10 ans, [ils modifiaient leur Constitution pour briguer un troisième mandat](#).

Malade, le premier s'est finalement retiré de la course après avoir verrouillé sa succession et préservé l'emprise de son clan. Les deux autres vétérans ont été reconduits. Le Rwandais a modifié sa Constitution avec 98 % d'approbation et peut désormais se faire réélire jusqu'en 2034. Lui-même était alors reconduit avec quasi 100 % des voix. L'objectif que le président Nkurunziza avait lui aussi fixé à son parti pour les élections de 2015 ! Mais inexpérimenté, il se contentera de 74 % obtenus aux forceps.

Au regard des attentes des électeurs traumatisés par l'encadrement et la répression omniprésents du parti au pouvoir, l'offre qui leur était proposée n'était guère motivante. D'un côté, des élites politiques héritées de la transition politique des années 1990 et du processus d'Arusha achevé en 2003 incapables d'incarner un avenir mobilisateur renouvelant les mœurs politiques et la gouvernance nationale. De l'autre, un parti unique *de facto* refusant de comprendre pourquoi on ne lui tolère pas ses dévoiements autoritaires alors qu'il demeure toujours en déficit de performances au regard de son modèle rwandais haï. Et pour tous une invraisemblable incapacité à s'émanciper de logiques opportunistes, à se mettre à l'écoute des attentes populaires, à militer au service d'une cause autre que les prébendes du pouvoir.

Face à eux, la mobilisation des démocrates a servi à la fois de révélateur à l'incroyable mobilisation d'une jeunesse prête au sacrifice faute d'avenir, mais surtout impuissante faute de traduction politique envisageable : "Vaincre ou mourir, vaincre oui, mais mourir pour qui ?".

Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

Un mouvement sans leadership susceptible d'incarner des issues, ni même de portevoix après la neutralisation radicale des médias indépendants.

Dans ce contexte, les acteurs "rescapés" des programmes Médias voulaient croire à une relance volontariste :

Bilan et réorientation du programme *Médias, Mémoire, Histoire* (9 septembre 2015)

Fiche de synthèse du projet
"Politique de paix, libertés et démocratie"

Objectif :

Après trois mois de crise profonde marquée par de violents affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre, une tentative de coup d'État, une répression sévère, la fuite en exil de dizaines de milliers d'habitants, la multiplication des attaques et attentats, la grande majorité des Burundais fait toujours preuve d'un remarquable sang-froid et d'une grande maturité politique pour éviter que des dérives irréversibles n'adviennent et que des confrontations ethniques ne reprennent.

Pour autant, outre les nombreux départs de proches en exil, le désarroi, la fatigue et la peur se sont installés parmi la population. Soit parce que certains sont menacés ou peuvent l'être en raison de leur participation au mouvement protestataire ou de leur appartenance politique, voire tout simplement parce qu'ils se refusent à adhérer ou à cautionner la politique sécuritaire qui prédomine. Pour tous, les réseaux relationnels se sont restreints et recentrés sur des interlocuteurs de confiance. Les contacts interpersonnels se sont espacés du fait de l'insécurité et de la prudence, et avec eux la circulation des informations et les rencontres.

Face au repli et à l'isolement, alors que les médias, les partis politiques, les organisations de la société civile, les syndicats sont réduits au silence et que toute activité militante publique est susceptible d'être assimilée à des manifestations de caractère insurrectionnel et réprimée à ce titre, la reconstitution d'espaces de réflexion, d'expression et d'information pluriels et solidaires s'imposent désormais comme des exigences pressantes et indissociables. Elles supposent des approches et des actions adaptées à ce nouvel environnement sécuritaire. Il importe en particulier de prendre en compte les contraintes de sécurité et de protection de ceux qui les supportent. Il s'avère aussi important, non seulement de se focaliser sur l'immédiat, mais de toujours rejoindre les déterminants de fond et les éléments contextuels majeurs qui aideraient à prendre la mesure des actions à engager de manière avertie.

Depuis cinq ans, au travers du programme Médias, Mémoire, Histoire, de nombreux acteurs ont été impliqués dans des dynamiques de concertation, de mobilisation et d'action qui ont débouché sur des réalisations et des événements marquants.

Aujourd'hui, les objectifs de défense des libertés, de promotion de la vérité, de la justice et de la paix demeurent inchangés même si les ambitions doivent être revus à la baisse. Après, l'anéantissement des médias indépendants, il importe de sortir de la paralysie actuelle, redéfinir le champ et la nature des activités, reformuler un programme adapté aux contraintes de l'environnement et le réinstaller dans la sphère publique dans une perspective de moyen et long terme. Dans ce contexte, il importe de réorienter et reformuler les actions de promotion de la paix et des libertés du programme "Médias, Mémoire, Histoire" et de structurer un réseau de personnalités indépendantes attachées aux idéaux démocratiques et représentatives de la diversité sociale et politique nationale.

Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

D'ores et déjà, quelques principes pourraient prévaloir :

- S'appuyer sur un groupe restreint de personnalités dégagées de responsabilité politique et connues pour leur indépendance, leur liberté d'expression et leur ouverture ;
- Opérer un recentrage des interventions et des activités non plus sur un secteur d'activité dans son ensemble mais auprès de quelques acteurs-relais précisément identifiés qui assureraient la démultiplication des contacts, des échanges et la mise en œuvre des actions ;
- Privilégier l'établissement et le renforcement des contacts et échanges avec des interlocuteurs relevant des domaines où le respect de la diversité et la consolidation de la paix se jouent : appareil judiciaire, cour constitutionnelle, forces armées, responsables politiques, CVR, églises, société civile, etc. Les marges de manœuvre dégagées seront fonction de la capacité d'ouverture et des attentes de chacun.

Le projet

Le projet "Politique de paix, libertés et démocratie" aurait pour objectif la promotion des valeurs démocratiques au travers d'un pôle de réflexion, d'animation et de publication.

Son activité principale reposerait sur la publication d'études, de travaux de recherche, de documents à caractère pédagogique (ouvrages, fascicules et livrets, brochures, posters, etc.) et l'organisation d'événements d'accompagnement. L'élément central pourrait être l'organisation annuelle d'une Journée des Libertés qui accompagnerait la sortie de l'Annuaire des Libertés au Burundi replacées dans leur contexte régional.

Arrière-plan du cadre institutionnel

Dans le prolongement des activités antécédentes et au regard du contexte politique présent, ce projet ferait le point sur la situation des médias et plus globalement sur les restrictions et interdictions multiples en matière d'expression publique et de diffusion d'informations, mais il n'est pas un projet "médias". Conçu avant la crise politique ouverte en avril 2015, il posait déjà la question du rôle des médias en matière d'information et de formation citoyenne, du positionnement politique des médias et des liens des médias avec l'ensemble de leurs partenaires institutionnels, publics et privés. En créant un lieu de réflexion et d'écriture, de formation et d'information engagé dans la défense des libertés démocratiques et la promotion d'une culture de paix, l'activité éditoriale que nous voulons promouvoir devrait permettre de toucher d'autres groupes d'acteurs susceptibles d'adhérer aux mêmes valeurs et de démultiplier la promotion des idéaux démocratiques.

Le démarrage du projet serait bien évidemment précédé par une large information et des concertations avec les médias, mais aussi avec tous les interlocuteurs susceptibles d'élargir son assise. Ce serait notamment le cas, lors de la réalisation de l'*Annuaire des Libertés* qui mobiliserait les apports de nombreux intervenants et donnerait lieu à un événement public. Pour autant, ce projet n'a pas vocation à coordonner des structures et des activités qui peuvent être prises en charge dans d'autres lieux par d'autres structures. Centré sur une activité éditoriale diversifiée et de qualité, les ouvrages et documents publiés concerneront aussi bien des publications destinées à la plus large diffusion que des écrits s'adressant à des publics spécifiques. Elle se doit donc d'être attractive, innovante et porteuse d'idées.

Activités

Il convient d'établir des étapes et un programme préalablement et largement débattus avec quelques uns de ces acteurs-clés avec lesquels nous entretenons déjà des relations étroites et de confiance.

Notes d'analyse rédigées au cours des séjours des années 2009 - 2016

- des priorités (autour des libertés et des politiques de paix, des champs d'activité ; des possibilités d'action, des interventions et appuis (réflexion, formation, information) ; des contacts et liens à établir, un rayonnement à reconstruire ;
- un cadre institutionnel : un centre dont la mission est d'être un laboratoire pour la promotion de la paix et de la réconciliation peut aider à organiser un atelier de ce type. Il peut être souhaitable de le redoubler avec une structure à l'étranger (ex. de la fondation de droit suisse qui relayait les bureaux du Réseau documentaire international sur la région des Grands lacs).